Grève le 8 juin 2010

⇨ Des sites en grève notamment pour que des collègues CDD ne soient pas virés, qu'ils soient titularisés, ou contre les regroupements en site mixte.
⇨ Une Direction qui fait semblant de différer la mise en place des référents uniques, mais entend développer le « socle commun » aux deux missions indemnisation et conseil/orientation/placement (cherchez la réelle différence !…).
⇨ Une intégration autoritaire des collègues de l'AFPA...

Oui, décidément, les motifs ne manquent pas pour se mettre en grève le 8 juin, à l'appel de la CGT Pôle emploi, du SNU, de SUD, du SNAP, pour des objectifs rappelés dans le tract commun et que la CGT soutient sans la moindre réserve.

D'autant que le contexte financier et politique rend indispensable la mobilisation à Pôle emploi.

Sous prétexte de la fatalité de la crise, la suppression d'un poste sur deux de fonctionnaires partant à la retraite serait pérennisée. Pour les opérateurs de l'État, le Premier Ministre fixe comme objectif de procéder à **une réduction de 1,5% des effectifs**. Laurent Wauquiez, le 12 mai a confirmé que Pôle emploi serait bien concerné dès 2011 (soit en tout près de 3 000 suppressions d'emploi)… raison de plus pour garder le statut public car même dans cette tourmente on ne « vire » pas les fonctionnaires.

Et, à partir des mêmes « ukases » de pseudo réalité économique, la négociation sur la classification se fera dans une ambition de rabais de la part de la Direction, raison de plus pour « ne pas lâcher la proie pour l'ombre » comme **nous le disions déjà il y a 6 mois.**

La baisse des crédits de fonctionnement et d'investissement (moins 5% dès 2011, moins 10% en trois ans) toucherait notamment Pôle emploi.

Il est évident que de telles mesures imposeraient un **nouvel et important accroissement des rythmes de travail des agents**, alors que l'intensité et l'organisation du travail sont déjà insupportables.

Au plan des missions, la réduction des dépenses sociales –RSA, bourses, subventions à l'emploi, au logement…- même si ce ne sont pas les réponses à la hauteur des enjeux, serait de nature à provoquer des difficultés sociales ou économiques de grande ampleur.

…/…

« Nous n'entendons pas conserver éternellement 50 000 collaborateurs »
Christian Charpy, 18 mai 2010, commission Affaires Sociales de l'Assemblée nationale

Et lorsque le Président de la République a été contraint d'annoncer des mesures pour faire face à la situation de près d'un million de chômeurs en « fin de droits » (le plan « Rebond » évoqué par M. Wauquiez le 31 mai), il a assorti ces aides de l'obligation absolue pour les bénéficiaires d'accepter tout –activités ou mesures d'adaptation- ce qui leur serait proposé. Pour nous, agents de Pôle emploi, cela impliquerait, dans la logique de l'Offre « Raisonnable » d'Emploi, le **développement des radiations, ce que nous refusons**.

Par les mesures envisagées, il s'agit en fait de renforcer les mesures libérales classiques en portant atteinte à l'emploi durable, aux salaires, à la protection sociale et aux retraites, ce qui casse le moteur principal de la croissance économique, c'est à dire le pouvoir d'achat des salariés, et provoque l'explosion du chômage et affaiblit gravement l'emploi.

Il faut être clair : ce plan d'austérité est nuisible pour les salariés. Il est de nature à casser les ressorts de la croissance et de la création d'emplois dont nous avons besoin pour sortir de la spirale de récession capitaliste. Il aggraverait encore le chômage qui, contrairement aux propos du gouvernement est encore à la hausse en France (10,1% de la population active au premier trimestre 2010 selon l'OCDE).

C'est exactement pour combattre cette logique que la CGT Pôle emploi a appelé à la grève dès le 27 mai.

Nous n'avons pas varié d'un pouce :
Le plan d'austérité du gouvernement français et de l'Union européenne doit être combattu fermement. Il en va :

- des statuts et garanties collectives, des rémunérations de tous.
- du service rendu aux demandeurs d'emploi. Demain, via les réorganisations de site, les dites « mesures d'urgence », les petits boulots et les formations au rabais, dans la logique de l'Offre « Raisonnable » d'Emploi, si on ne réagit pas, cela deviendra « Massacre à la tronçonneuse » !
- du rapport de forces à construire face à la Direction. Car qui peut croire un instant que Pôle emploi sera épargné, pourra augmenter les traitements et salaires, embaucher (en CDI) et de surcroît assurer des locaux corrects…**…si on ne s'y met pas tous ?**

Dans cette période particulièrement structurante pour l'avenir de chacun (négociations sur le temps de travail, sur les classifications, sur l'organisation du réseau et des sites…), n'attendons pas...

Alors… aucune, aucune hésitation
Toutes et tous en grève le 8 juin

Paris, le 2 juin 2010